Les effondrements de 2020 : Hin Leong, Agritrade et ZenRock : la comparaison avec Genève

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Une crise, deux places

Les affaires de fraude de 2020 se sont produites à Singapour et à Dubaï, mais leur coût a été supporté par des banques de plusieurs places financières, dont Genève. Le volume consacré à Genève relate le retrait d'ABN Amro du financement du commerce, la fermeture de l'unité de financement des matières premières de Société Générale à Singapour et celle d'une équipe de financement du commerce de BNP Paribas en Suisse. ZenRock elle-même avait un bureau à Genève. La banque genevoise BCP a poursuivi la réparation de sa perte devant deux instances à Singapour, sans succès. La Banque Cantonale de Genève figurait elle aussi parmi les banques dont les prétentions nées des effondrements ont échoué devant les tribunaux singapouriens. Pour Genève, ces affaires se sont donc traduites par des jugements étrangers sur des pertes subies localement.[1]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Deux styles de réponse

Les réponses des deux places étaient semblables sur le fond et différentes dans la forme. À Singapour, les autorités et les banques ont agi de concert. La MAS, Enterprise Singapore et l'ACRA ont soutenu le code sectoriel, la MAS s'est réservé le droit de s'y référer dans sa surveillance et l'association bancaire a mis en place un registre commun. En Suisse, la Swiss Trading and Shipping Association (STSA) a publié en octobre 2021 un guide élaboré par dix banques au terme d'une année de travail, dont le caractère facultatif était expressément affirmé. Le guide recommande aux banques d'éviter de financer des opérations circulaires destinées à créer des liquidités, de vérifier les connaissements par sondage, de suivre les mouvements des navires et de refuser de financer des copies de connaissements plus de dix jours après l'expédition, ou trente jours pour le pétrole brut. Le financement du commerce reste soumis en Suisse aux règles ordinaires de la surveillance bancaire, sans norme réglementaire propre au secteur.[2]

Ce que montre la comparaison

La réponse de Singapour reflète un État qui considère la réputation de ses marchés comme un bien public et qui est prêt à organiser le marché pour la défendre. Le registre est une infrastructure partagée qu'aucune banque n'aurait construite seule, soutenue par les autorités dès la phase pilote. La réponse de Genève reflète un marché dans lequel des associations privées fixent les normes et où l'État n'intervient qu'au travers du droit bancaire général. Les deux approches reposent sur le même constat, que le volume consacré à Genève formule pour sa propre histoire : la confiance documentaire ne vaut que ce que vaut la vérification qui la soutient. La différence tient à ce que Singapour, lieu où les fraudes ont été commises et où ses tribunaux les ont jugées, avait davantage à perdre et a donc agi plus vite. Hong Kong et Dubaï, où des fraudes semblables se sont produites, n'ont pas mis en place de registre comparable pendant la période couverte par le présent ouvrage.[3]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

En chiffres

Agritrade : dettes d'environ 1,55 milliard de dollars US, dont 983 millions de dollars US envers des prêteurs garantis (affidavit du 16 janvier 2020) ; judicial management provisoire en février 2020. Hin Leong : fondée en 1963 ; demande de protection le 17 avril 2020 ; judicial management le 27 avril 2020 ; environ 800 millions de dollars US de pertes dissimulées sur contrats à terme ; dettes d'environ 3,85 milliards de dollars US envers 23 prêteurs ; HSBC environ 600 millions de dollars US. ZenRock : fondée en 2014 ; chiffre d'affaires de 6,15 milliards de dollars US en 2018 ; requête de HSBC le 4 mai 2020 ; dettes rapportées ultérieurement à plus de 600 millions de dollars US. Directrice financière d'Agritrade : 20 ans d'emprisonnement le 17 janvier 2023 ; seize établissements ; pertes de 469,1 millions de dollars US. Fondateur de Hin Leong : 17 ans et demi le 18 novembre 2024, ramenés à 13 ans et demi le 4 mars 2026 ; accord transactionnel familial d'environ 3,59 milliards de dollars US en septembre 2024. UOB contre Maersk : 39 millions de dollars US, confirmé le 5 septembre 2025. Deloitte : demande de 2,6 milliards de dollars US écartée le 16 juillet 2026. Code de l'ABS : 30 novembre 2020, 28 banques. Trade Finance Registry : en service le 23 juin 2023. Exposition des banques singapouriennes au financement des matières premières : 109 milliards de S$, soit environ 9 % de l'exposition au crédit, à la fin de 2021.[4]

Notes

1. Ressos, *Genève, place financière internationale*, partie H, chapitre II, section « Les banques : pertes, retraits, fermetures », sur le retrait d'ABN Amro, la fermeture de l'unité singapourienne de Société Générale et la fermeture de l'équipe suisse de financement du commerce de BNP Paribas – GTR, 7 juin 2024 (précité) : la Banque Cantonale de Genève et UniCredit figurent parmi les banques déboutées dans les litiges nés des effondrements, tandis que Standard Chartered, OCBC et Crédit Agricole ont obtenu gain de cause. ↩
2. GTR, 3 novembre 2021 (précité) : guide de la STSA publié fin octobre 2021, finalisé par dix banques suisses de financement des matières premières et du commerce au terme d'une année de travail ; non contraignant ; éviter de

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

financer des opérations circulaires destinées à créer des liquidités ; vérification des connaissements par sondage ; suivi des navires ; pas de financement de copies datant de plus de 10 jours après l'expédition, ou de 30 jours pour le brut ; parmi les banques participantes figurent BCP, Credit Suisse, ING, Société Générale, UniCredit et UBS – Ressos, *Genève, place financière internationale*, partie H, chapitre II, section « Genève après 2020 » : en Suisse, le financement du commerce relève de la surveillance bancaire ordinaire sans règles spécifiques, tandis que les autorités singapouriennes ont renforcé leurs exigences après les scandales. ↩

3. Aucun registre commun comparable contre le double financement à Hong Kong ou à Dubaï en septembre 2026. ↩
4. Sources citées dans les notes précédentes du présent chapitre, en particulier Wikipedia, « Hin Leong » (consulté en novembre 2026) ; Singapore Police Force, 2 décembre 2025 ; GTR, 18 novembre 2024, 17 juillet 2026, 8 septembre 2025, 1er décembre 2020, 26 juin 2023 et 11 mai 2022. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.